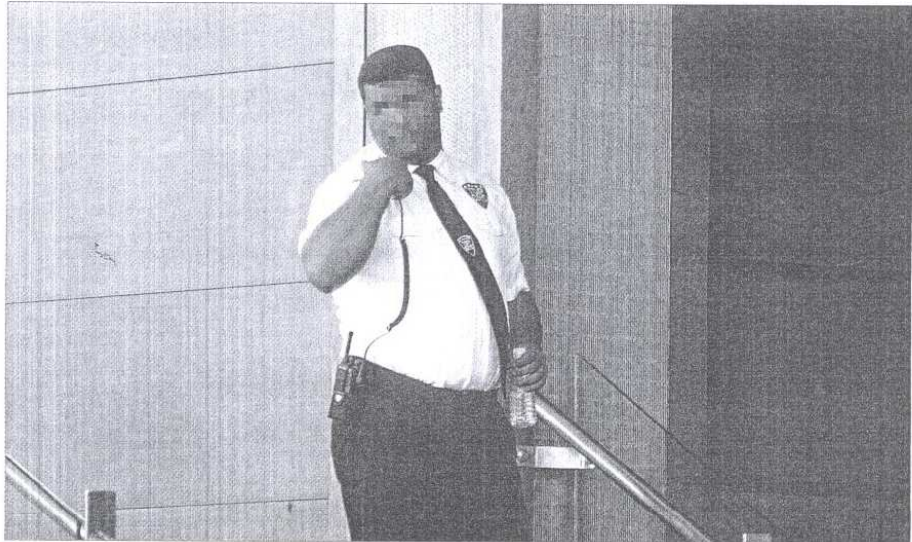


L'activité de sécurité privée en hausse de 15% en 2013

■ La croissance concerne surtout les majors du marché ■ Les petits acteurs non structurés, très nombreux, font face à une stagnation de leur courant d'affaires.
 ■ La majorité des sociétés ne s'est pas encore conformée à la loi.

L'activité de la sécurité privée et du gardiennage s'en sort plutôt bien malgré l'anarchie. D'après les chiffres de l'Association interprofessionnelle de la sécurité privée (AISP) qui regroupe les majors du secteur, le chiffre d'affaires est en hausse d'environ 15% par rapport à 2012. «C'est un marché qui reste globalement porteur, même si la croissance des opérateurs diffère selon la composition du portefeuille clients de chacun, qui va du gardien de la villa aux agents veillant sur de grands bâtiments comme le Twin Center, en passant par les vigiles chargés de surveiller les équipements des centrales chimiques», explique Rachid Aktouf, président de l'AISP. Abondant dans le même sens, Jean Pierre-Picot, PDG de Protectas, filiale du géant suédois Securitas, assure que l'année a été bonne avec une croissance commerciale d'environ 22 à 25%. Selon lui, le marché est en progression soutenue sur les dernières années.

Ces constats sont remis en question par Rachid El Mounacifi, président de l'Association professionnelle des agences de sécurité au Maroc (Apasm), qui représente les petites structures. Il rapporte que l'activité a plutôt stagné sur les deux dernières années. Compte tenu du nombre de sociétés en activité, il est en effet normal que le courant d'affaires se dilue. Autrement dit, même si la tendance du marché est favorable, il serait difficile pour une société prise isolément d'en profiter. En vérité, le secteur est saturé. «Nous comptons aujourd'hui environ 3 000 opérateurs de sécurité privée, si l'on inclut ceux qui revendiquent le titre d'opérateur en se contentant d'avoir seulement un portable et un fax», avoue M. El Mounacifi. L'absence d'un cahier des charges verrouillé a fait en sorte que les créations d'en-



LE SECTEUR, TOUTES ENTREPRISES CONFONDUES, EMPLOIE ENVIRON 100 000 AGENTS. SI L'ON RETIENT UNE FACTURE MOYENNE DE 3 000 DH PAR AGENT, IL PÈSERAIT QUELQUE 300 À 360 MDH PAR AN

treprises se multiplient au grand dam des acteurs plus structurés dont le nombre ne dépasse pas les 200. «Sur ces acteurs, il y a une vingtaine au maximum qui est véritablement structurée et socialement correcte», confie M. Aktouf.

D'après les approximations recoupées de professionnels, le secteur, toutes entreprises confondues, emploie environ 100 000 agents. Si l'on retient une facture moyenne de 3 000 DH par agent, il pèserait quelque 300 à 360 MDH par an. Naturellement, le nombre de prestataires et la concurrence sauvage qui

en découle tirent les tarifs et, corrélativement, la rémunération vers le bas. Il s'ensuit un fort turnover. «La sécurité privée est un secteur caractérisé par beaucoup de nomadisme des effectifs. Seuls 50% des agents ont généralement une ancienneté de plus de 18 mois vu que le métier n'est pas valorisant», explique M. Aktouf, également directeur du pôle sécurité du groupe Jamain Baco.

Des agents peu formés et sous-payés

Le secteur est porteur, mais pâtit du manque de compétences et de la dégradation du niveau de qualité des prestations fournies aux clients, selon les professionnels. «La loi 27-06 censée mettre de l'ordre dans notre activité et surtout assainir le marché n'a pas eu le moindre effet. Nous continuons d'assister à l'anarchie qui prévalait avant 2012, année de l'entrée en vigueur du texte», affirme M. El Mounacifi. Selon lui, une majorité d'entreprises exerce dans l'illégalité totale et sans le moindre respect des engagements sociaux. Moins catégorique, M. Aktouf rappelle que si le secteur a été toléré par les pouvoirs publics pour un bon bout de temps, les effets de la

loi commencent aujourd'hui à se faire sentir. «Nous nous sommes engagés pour l'applicabilité de la loi vis-à-vis de notre tutelle. En dépit des résistances, l'effet d'entonnoir s'est mis en place et le changement commence lentement mais sûrement», précise-t-il. Même son de cloche chez le PDG de Protectas qui relève que même si le marché n'est pas mature, qu'il ne se soucie pas trop de la réglementation et n'est pas encore professionnalisé, «les opérateurs doivent gagner plus de crédibilité aux yeux des autorités».

De l'avis des ténors du marché, gagner en crédibilité passe en premier lieu par l'éradication des pratiques malsaines au niveau des prix. «Aujourd'hui, plusieurs agences bradent les prix et proposent les services des agents à partir de 1 500 DH. Ce qui est inadmissible, étant donné que ce montant est déjà en dessous du Smig», s'alarme M. El Mounacifi. De même, la formation doit être érigée en priorité. «Les acteurs du marché doivent niveler par le haut en matière de ressources humaines en étant demandeurs exclusivement d'agents formés», insiste M. Aktouf ■

NAOUFEL DARIF